Que l'on passe la vapeur d'eau sur le charbon porté au rouge, celui-ci la décompose, s'unit avec l'oxigène, passe à l'état gazeux d'oxide de charbon, qui de nouveau étant en contact avec l'oxigène et a certain degré de température brûle avec la flamme bleuatre et produit le gaz acide carbonique ; et l'hydrogène de l'eau décomposée, à la température de la décomposition de l'eau par le charbon et en présence de l'oxigène de l'air, brûle ; produit la vapeur d'eau, qui de nouveau en présence de la matière combustible comme le bois par exemple, et à certaine température, et dans certaine condition est décomposé, et ainsi de suite jusqu'à ce que toute la matière soit consumé. On voit donc que toutes les fois que l'on verse une quantité d'eau telle qu'elle ne puisse pas brusquement diminuer la température, mais qui passant à l'état de vapeur trouve le charbon porté au rouge, elle rallume plutôt que diminue le progrès du feu.

Nous avons vu comment l'eau peut contribuer à rallumer le feu, à présent nous allons examiner quelle est la cause que l'eau peut éteindre le feu. Chaque fois qu'un corps passe d'un état solide à l'état liquide, et de liquide à l'état de vapeur ou gazeux il absorbe une certaine quantité de chaleur au dépens des corps environnants ; donc, si on s'en sert de telle manière, que l'on verse une quantité suffisante pour diminuer la température de la matière au degré ou elle n'a plus d'affinité pour l'oxigène, vous êtes certain d'éteindre le feu, sinon vous l'augmentez. Le soufre qui est la matière inflamable serait aussi bon que l'eau pour éteindre le feu dans certain cas, car le soufre, en brûlant produit le gaz acide sulfureux, qui a la propriété d'éteindre les corps en combustion ; c'est pourquoi si le feu prend aux cheminées, en jetant quelques poignées de fleur de soufre qui brûle plus facilement le gaz sulfureux, qui se produit immédiatement, ou éteint les progrès dui feu.

Avis a nos Abonnes.

☞ *Les Abonnés de la* REVUE CANADIENNE *qui doivent quelque chose de leur abonnement de l'année 1845 ; sont requis de payer sans delai leurs arrérages ; s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans l'envoi du journal.*

C'est le DERNIER AVIS *qu'ils recevront de nous, à cet égard.*

LA PROCHAINE MALLE ANGLAISE,
Par le Steamer de Boston du 1er Mars 1846,
SERA CLOSE AU
Bureau de la Poste de Montréal,
MERCREDI, LE 25 DU COURANT, A 7 HEURES P. M.
☞ Les journaux doivent être livrés à 5 heures.

LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 20 FEVRIER, 1846.

Histoire de la Semaine.

QUELS sont les desseins du ministère au sujet de la prochaine session ? Que se passera-t-il durant cette session ? Sera-t-elle longue, bien remplie, une *session d'affaires* enfin ? Voilà les questions que l'on commence à se poser, qui sont le texte des *conversations*, depuis que la proclamation nous a annoncée la réunion de la législature.

Nous sommes dans un calme politique profond ; si profond, qu'il est peut-être précurseur de l'orage. La chambre basse, telle qu'elle est composée aujourd'hui, *ne représente* certainement pas, ni les vœux, ni les sentiments de la majorité du pays.

La corruption s'est glissée au milieu de nous et y a pris un funeste empire. On se rappelle les élections de 1844 : faites sous les auspices de ce *système bâtard, qui veut se faire passer* pour le régime représentatif pur. Avec les intérêts divergents des deux sections de la province, adroitement amenés en présence, aidée de l'intrigue, toujours activement employée, l'administration, malgré sa *faiblesse et ses craintes, a pu tenir sa majorité.*

Personne, malgré le calme apparent, qui regne aujourd'hui autour de nous, ne contestera la gravité du malaise dans lequel s'état tristement notre pays ; on ne peut trop regretter que la législature *actuelle se soit faite la suivante du ministère* ; car dans cette condition, la responsabilité ministérielle n'est qu'une mystification perpétuelle, loin d'arriver à l'état de vérité où naguère on promettait de l'élever.

Quoiqu'on en dise, il faudrait pour le bien de cette colonie, modifier les principes de moralité publique, qu'on veut faire passer pour de la bonne monnaie, depuis bien longtemps ; il faudrait surtout interdire au pouvoir ou à ses agens toute intervention *dans les luttes électorales ; autrement les* maux que l'on veut détruire, deviennent d'autant plus funestes, qu'ils agissent en quelque sort : avec la sanction du pays.

Spectateur impartial de ce qui se passe dans notre Canada, *et surtout hommes de progrès et* d'avenir, nous ne voyons pas avec indifférence, (bien loin de là) la fausse position dans laquelle est placé momentanément, le parti de l'opposition et de la réforme, la grande majorité du pays, par suite de *l'état de choses que nous signalons.*

Beaucoup de gens se demandent, si le ministère a une bien vive confiance dans son avenir : d'autres si la législature actuelle parachevera ses quatre sessions pour mourir de sa *belle mort ?* Ce sont là des questions auxquelles l'ouverture des chambres amènera des réponses. Cependant à en juger par la dernière session, on peut encore dire que le cabinet s'occupe fort peu que sa majorité soit douteuse ; pourvu *qu'il ait une* voix de majorité, il n'abandonnera pas le pouvoir, il ne reconnaîtra pas son impuissance ; bien différent en cela des cabinets modèles de la Grande-Bretagne, qui savent, en présence de l'opinion publique, céder à *ses décrets souverains*, et abandonner leurs portefeuilles.

Notre cabinet actuel, à en juger par le passé, invitera la chambre à poursuivre le but qu'il assigne à son dévouement servile et à le suivre partout, en tâchant de fasciner l'esprit public par une apparente sollicitude pour les interets matériels.

Le peuple du Bas-Canada sait bien ce qu'il peut attendre de ceux qui représentent l'autre section de la province ; il sait que ses bon amis *d'en haut*, ne peuvent résister à l'appat ; que pour eux les intérêts matériels, *pour le quart d'heure*, sont les seuls qui les font agir ; au moins ce fut le cas durant la dernière session ; en présence de ces vérités on veut que les Bas-Canadiens soient satisfaits

Il nous semble qu'on manque de crédulité et de bonne foi, si on ne veut pas reconnaitre, que le système de gouvernement encore en pratique dans cette colonie, est radicalement mauvais : plus mauvais que celui qui fleurissait sous l'ancien *régime du Family-Compact* et du monopole ; car celui là avait, sur sa face même, tous les traits de l'iniquité, tandis que le système actuel avec des airs de probité, n'est qu'une triste déception.

Nous croyons que la grande majorité du pays, le *condamne et fait des vœux pour qu'il* cesse de régner parmi nous, car nous n'avons rien a apprendre sur sa valeur et sa moralité.

Ce qu'on voit avec peine à côté de ce triste état de choses, c'est l'insouciance, l'apathie avec laquelle on se laisse aller à la pente et au hazard des événements ; c'est pourtant une conséquence du système démoralisateur qui a fait place à la *réalité*, à la *probité* qu'on nous promettait. On semble d'un commun accord ajourner tous les grands débats, *toutes les questions les plus importantes* pour un peuple, *ses droits politiques* ; peut-être la chambre va-t-elle s'en occuper, dès le moment de son ouverture : mais certainement on ne peut rien reprocher à nos députés libéraux.

Que peuvent-ils faire *en présence de tous ces* hommes vendus au pouvoirs et dominés par lui ? Que peuvent-ils faire avec des gens qui sont d'autant plus fidèles à leur engagements avec le ministère, qu'ils en attendent chaque jour des *services*.

Nous le répétons, nous n'espérons rien de ce simulacre de représentation, frappé d'impuissance et d'infirmité à son origine ; qui n'est pas l'organe des vrais besoins et surtout des vrais sentiments du peuple.

Que devient au milieu de tout cela la responsabilité ministérielle ? Ce qu'elle devient ? mais d'abord, existe-t-elle quelque part ? Un grand génie de ce siècle a dit : " la responsabilité n'est à craindre que lorsqu'on ne reussit pas." Mais si tout ce que l'on fait, bien ou mal, est toujours approuvé et sanctionné ; si on n'a ni unité, ni fixité, ni principes, et que cependant on nous trouve le meilleur ministère possible, si l'intérêt public est sacrifié à des convenances personnelles, et qu'à la faveur de ces intérêts sectionnaires, le ministère traverse sans encombre les 365 jours de l'année ; est-ce là de la responsabilité ministérielle ? est-ce la réussir ?

Voila pourtant la position de notre cabinet : il est grand temps qu'il y ait des changements introduits dans sa composition ; nous devons désirer que dans l'avenir, on songe à y placer des hommes qui représentent surtout, nos compatriotes d'origine française ; et qui soient des hommes d'*action* et de *progrès*.

La nomination de lord CATHCART, a dû jeter le peuple de cette colonie dans l'inquiétude ; et n'étaient les circonstances particulières ou se trouvent les relations entre l'Angleterre et les Etats-Unis, cette nomination d'un homme sans expérience politique, au gouvernement d'une portion si importante de l'empire, serait pour le moins inopolitique et incompatible avec les intérets du pays.

Nous ne prétendons pas dire que Son Excellence ne fera pas ce qu'il croira meilleur pour le bien et l'avancement de la colonie. Mais, il y a, selon nous, trop loin de la discipline militaire à la liberté des institutions constitutionnelles, et un homme habitué à commander et à se faire obéir sans explications, se fera difficilement aux exigences du régime représentatif. Ce que nous pouvons dire aujourd'hui à lord Cathcart, avec vérité, c'est que sa position à la tête des affaires est des plus difficiles. Que si l'esprit public est pour un temps étouffé par les intérets locaux et les intérets individuels, dont l'apreté redouble à mesure qu'ils sont satisfaits, ce temps finira un jour et ce jour n'est pas loin.

Un peuple ne vit pas seulement d'améliorations physiques, et celles qu'on voudrait lui prodiguer ne saurait étoffer ses vœux politiques, or nos vœux politiques, à nous canadiens, c'est une *vraie représentation*, une *vraie* responsabilité, deux *sine qua non* de tout bon gouvernement représentatif.

Attendons : l'avenir nous garde, peut-être, de meilleurs jours, la session qui va s'ouvrir produira toujours un avantage : elle donnera occasion à quelques individualités courageuses et éloquantes de protester, comme nous le faisons nous-mêmes aujourd'hui, contre ce système vicieux et faux, qui démoralise nos populations, jette parmi le peuple des *germes* de corruption, et arrête la vraie prospérité nationale.

La chambre de représentants à Washington a voté la fin de l'occupation conjointe de l'Orégon ; mais avec des amendements si pacifiques, que la baisse que nous annoncions, il y a quelque jours dans les marchés américains, a fait place à la confiance, et a fait gagner aux fonds presque toute la valeur qu'ils avaient perdue.

La discussion a eu lieu lundi le 9 février : une foule nombreuse inondait le Capitole. MM. BUCHANAN, BANCROFT et PACKENHAM assistaient ; un M. KING parla le premier contre la correspondance de M. Buchanan, qui selon lui se résume ainsi : " l'Orégon nous est utile, nous le voulons et nous l'aurons, que nos titres soient bons ou non !" M. J. Q. ADAMS se leva pour répondre à M. King et dit que ce qu'avait écrit M. Buchanan était bien, qu'il fallait en finir, etc.

Ce qu'il y avait de plus singulier dans la chaleureuse improvisation du vieillard, c'est qu'il entreprit de prouver, que les Etats-Unis avaient droit à l'Orégon tout entier, en fondant ses preuves, devinez sur quoi ?.....

" Sur le premier chapitre de la Genèse, sur l'autorité du pape et sur le VIIIe verset du second pseaume ! M. J. Q. Adams fit lire sérieusement par le secrétaire ces diverses passages de l'écriture sainte, dans lesquels il est dit : " Dieu dit : Faisons l'homme à notre image, et il *aura sous sa domination* les poissons de la mer et *toute la terre....* Je lui donnerai la terre pour héritage et il en possédera les parties les plus reculées."

" M. Haralson se prononça en faveur de la signification, d'une façon tout à fait belliqueuse, et M. J. C. Ingersoll, dans un discours fort ingénieux, nia au pouvoir exécutif le droit et le pouvoir d'aliéner aucune portion de territoire appartenant aux Etats-Unis. Ce n'était qu'avec l'assentiment du congrès que le président pouvait renoncer aux prétentions du pays jusqu'au 54e degré de latitude.

" Trois heures sonnant, au moment où M. Darragh venait de prendre la parole, le débat fut clos, et la chambre procéda au vote des divers projets de *signification. Nous ne les passerons pas en* revue. Nous dirons seulement que l'amendement de M. Hilliard, qui laissait la question de la signification au libre arbitre du président, a été rejetée par 150 voix contre 56, et qu'un amendement de M. Ramsay de la Pensylvanie, déclarant " que la question de l'Orégon n'était plus désormais un sujet de négociations ou de compromis" n'eut pour lui, d'abord, qu'une voix, celle de M. Petit, auquel se joignirent pontant neuf autres *braves qui, en se détachant successivement de leurs* bancs pour aller au poll, furent accueillis par les éclats de rire unanimes de la chambre. Honneur au courage malheureux ! Enfin l'amendement suivant, offert par M. Boyd du Kentucky et accepté par le comité des affaires étrangères, eut l'honneur du vote définitif :

" Résolu que le président des Etats-Unis fera donner au gouvernement de la Grande-Bretagne avis que la convention entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, concernant le territoire situé sur le côté nord-ouest de l'Amérique, à l'ouest des Montagnes Rocheuses, signée à Londres le 6 août 1827, sera annulée et abrogée douze mois après la signification du dit avis.

" Résolu en outre que rien de ce qui est contenu dans le présent n'est destiné à modifier le droit et le pouvoir des autorités des deux parties contractantes de poursuivre ou renouveler les négociations *pour arriver à une solution* amiable de la controverse relative à l'Orégon."

Le premier vote de concours à cette proposition fut de 172 contre 46, et le vote final sur la troisième lecture fut de 163 contre 54, différence de neuf voix entre les deux votes, attribuée au revirement de quatre représentans whigs du Connecticut et de cinq autres de leurs confrères. Les 163 voix qui ont voté pour l'affirmative se composent de 121 démocrates, 37 whigs et cinq natifs ; et les 54 voix opposantes se composent de 37 whigs, 16 démocrates et 1 natif."

Nouvelles d'Europe.

PLUS RECENTES DE 21 JOURS.

Arrivée du Cambria.

BRAVO ! BRAVISSIMO ! Le splendide steamer de la ligne Cunard, le CAMBRIA parti de Liverpool le 4 février, est arrivé à Portland, mercredi matin le 18, après une traversée de 14 jours. Le courrier *extraordinaire, M. G. G. WATERHOUSE, porteur des* nouvelles est arrivé au café de l'*Echange* en cette ville, 19 heures et dix minutes après son départ de Portland : la distance entre les deux villes est de 251 milles ! ! ! C'est le trajet le plus rapide que *nous ayons eu jusqu'à aujourd'hui. Par cette acti*vité de nos voisins, nous avons à Montréal des journaux de Liverpool, quinze jours après leur publication ! !

Voici ce que dit le *Times* de WILMER et SMITH, du 4, de Liverpool :—

Le steamer le *Cambria*, emporte aujourd'hui, les nouvelles les plus importantes qui soient jamais parties des rivages de la grande-Bretagne.

Sir ROBERT PEEL a développé clairement sa politique *future*. Dans trois ans le blé entrera franc de droit en Angleterre, et d'ici à cette époque le droit sera probablement entre 4 et 6s le quarter ; le blé d'inde et le sarrasin sont francs de tous droits quelconques.

Sous l'opération de ces grands changements, l'échange des produits entre l'Angleterre et les Etats-Unis sera porté à un point qui produira de grands avantages, plus grands, comme dit l'écriture, " que l'œil ait jamais vus et que l'oreille ait jamais entendus ?" la nouvelle politique embrasse le principe du *free trade*, répudie la protection du commerce, des manufactures, de l'agriculture. La Grande-Bretage est en ce moment dans un état d'excitation considerable ; on ne parle de rien autre chose que de cette crise à travers laquelle elle passe ; le vœu unanime et national paraît être la consolidation de ce grand projet que le premier ministre a soumis au parlement et en même temps on veut, autant que possible, rapprocher l'époque de l'extinction totale des loix sur les céréales.

Les amis de la paix de ce côté de l'atlantique espèrent que cette politique nouvelle, va nous *attacher* de plus en plus l'Amérique, par les liens de la plus *étroite amitié* et de l'intérêt, et que tous ces ridicules et frivoles discours sur un terrain ingrat et sans valeur, vont faire place à des vues plus larges et plus libérales. Enfin le sujet qui nous agite aujourd'hui, dans ses diverses phases est le plus important qui soit traversé d'un côté à l'autre de l'Atlantique depuis l'invention de la navigation par la vapeur.

Altérations des droits proposées, sur les produits américain :—

	Droits Ant.	Réduit à
Lard sèche,	110s par quint.,	3s. par quint.
Bœuf frais,	80 "	"
" salé,	80 "	"
Foin, par voy.,	160 par voy.,	"
Peaux,	24 par lb.	"
Farine d'Avoine,	8s par quint.,	"
Lard,	8 "	"
Beurre,	20 "	10 "
Chandelles, suif,	100 "	5 "
Fromage,	10 6d "	5 "
Horloges,	20 "	10 par cent.
Jambons,	140 "	7 par quint.
Houblons,	90 "	45 "
Blé d'Inde,	fort droit	1 3d par qr.
Ris,	6 par quintal	"
Suif,	3 2d "	15 par quint.

Il y a beaucoup d'autres articles manufacturés par l'ARTISAN AMERICAIN, qui peuvent être exportés en Angleterre, avec avantage, pourvu que le nouveau tarif soit mis en opération.

Comme on peut le voir, on ne parle pas de guerre en Angleterre ; le rapport du secrétaire d'état américain a été reçu favorablement ; on l'a réimprimé pour l'usage des membres du parlement. On voit par là, disent les journaux combien l'Angleterre désire agir à l'amiable avec les Etats-Unis.

Le manque de patates en Irlande est la source d'une grande misère et de beaucoup d'inquiétude.

Les nouvelles commerciales apportées par le CAMBRIA sont maigres et offrent peu de satisfaction. Un état de transition, comme celui qui existe, est peu favorable aux exigences du commerce, car l'incertitude, qui précède le changement, affecte les opérations des vendeurs et des acheteurs, des exportateurs et des importateurs.

Tout ce que nous pouvons voir dans les journaux anglais, c'est un désir qu'a le gouvernement de faire un arrangement à l'amiable et autant d'affaires que possible avec les Etats-Unis. Or, les affaires ne pourront prendre leur caractère calme et prospère qu'après que l'on saura la question de l'Orégon parfaitement arrangée, la nouvelle mesure de sir Robert Peel passée ou rejetée par les chambres, *ou si le parlement sera dissous ou non.*

Voila ce que l'on dit des débats du congrès americain :

" Les discussions dans la législature des Etats-Unis ont un peu d'acerbité et un certain caractere d'*aigreur, mais nous sommes bien aises de voir qu'elles n'ont pas affecté du tout le marché du cotton!* Les gens ici s'étonnent un peu seulement que J. Q. Adams, ait montré les effets de son âge avancé sur une intelligence considérée jusqu'à aujourd'hui comme *vigoureuse*, et se soit laissé *aller aux* préjugés du parti de la guerre ; ils n'y voient à la fin que le radotage et la raison vacillante d'un vieillard ; mais ne peuvent s'imaginer le moins du monde qu'on puisse se battre pour l'Orégon.

" La motion au sujet de la dispute dans le parlement anglais offre un contraste frappant avec les débats violents et orageux du sénat et de la chambre des représentants aux Etats-Unis. Les républicains pourraient prendre un exemple de patience, de dignité, de calme et de gentillesse surtout des discours de sir Robert Peel, M. Hume et lord John Russell, le second soir de la session.

On parle d'un voyage que la Reine doit faire en Hollande en mai ou juin.

Selon un journal Allemand, le nombre d'émigrants qui se sont embarqués à Bremen, pour les pays transatlantiques est de 31,149, *dont 3,000 s'en* allaient au Texas.

Le conseil de commerce siégeant à Paris a recommandé au gouvernement français, d'admettre, franc de droit, le fer étranger pour la construction maritime en France.

ESPAGNE.—Le mariage en contemplation de la Reine avec son oncle le comte de Trapani menace de dissoudre le ministère.

ITALIE.—On négocie en ce moment un traité de commerce entre les Etats du Pape et la Russie.

FRANCE.—Rien d'extraordinaire en France si ce n'est une longue discussion sur le message de M. Polk, sur les affaires du Texas, que nous donnerons prochainement.

Les dernières dates des Indes Occidentales et de la Chine, sont de Calcutta, 5 Déc. ; Bombay, 15. Pas de nouvelles importantes.

Nous offrons nos apologies à nos abonnés, en sortant un peu tard aujourd'hui. Nous attendions la malle, qui ne viendra, il semble, que demain.

Conseillers Municipaux.—Au 1er mars prochain, sur 18 conseillers municipaux dont le conseil de ville est composé, y compris le maire, 12 sortent de charge. Il ne restera donc que six conseillers à la corporation qui n'auront pas à subir de nouvelles élections. Ce sont MM. Stuart, Lyman, Lyon, Footner, Jodoin et Perrin. Par le nouvel acte d'incorporation notre conseil municipal sera composé à l'avenir de 21 membres.

Il y a eu des assemblées dans presque tous les quartiers aux fins de choisir des candidats pour les prochaines élections.

Voici les noms des candidats dont il est maintenant question :

Quartier.—	Centre,	MM. John Glennon.
"	Ouest,	Duncan Gibb.
"	Est,	Jos. Bourret.
"	St. Louis,	Dr. Beaubien et John Ward.
"	St. Laurent,	L. Comte, Alfred Laroque et J. Ferrier.
"	St. Antoine,	J. E. Mills, N. Valois.
"	Ste. Anne,	J. Tally et C. Dorwin.
"	St. Jacques,	J. Hogue et D. Gorrie.
"	Ste. Marie,	

☞ Les électeurs des différents quartiers ne doivent pas oublier que d'après la nouvelle loi *municipale, ils ne peuvent se présenter au poll sans* être munis d'un billet de qualification, qu'ils peuvent obtenir d'avance en s'adressant au tresorier de la cité.—*Mercre.*

Les journaux de Québec ont donné récemment un état détaillé du montant des sommes qui ont été reçues pour les victimes des incendies des 28 mai et 28 juin. Le montant reçu en argent est de £149,219 courant qui ont été souscrits comme suit :—

Angleterre,	£030,83 11 10	
Canada,	391,68 14 9	
Autres provinces Britanniques,	2,095 4 7	
D'autres places,	4,601 15 11	
		£492,19 7 1

CHRONIQUE DES SALONS.

Toutes les rumeurs guerrières n'ont pu arrêter l'élan donné aux plaisirs, aux fêtes et aux soirées. Plus d'un brillant officier en expectative abandonne le fourbissement idéal des armes qui sont encore dans la boutique de l'armurier, pour venir fouler le sol glissant mais peu sanglant, des salons. De tous coïés ce n'est que concerts, bals, réunions dansantes et non-dansantes.

Anomalie inexplicable ! Jamais Montréal ne fut si pauvre, et jamais Montréal ne fut si gai, nous allions presque dire si riche, car il faut être riche, n'est-ce pas ? pour fréquenter presque journellement toutes ces assemblées où le luxe rivalise d'extravagance, où la misère, cache sous des oripeaux aux couleurs tranchantes les embarras du menage, la pénurie d'une famille. On a beau dire que toutes ces belles choses qui content tant et qui durent si peu, encouragent le commerce, il n'en est pas moins vrai qu'elles causent le plus souvent la ruine des familles. Nous devenons moraliste enragé ; qui ne le sera pas lorsque l'on songe à la cherté des produits, à notre rigoureux et interminable hiver ? Mais, réflexion faite, nous croyons qu'il vaut mieux se laisser raisonnablement aller au courant, que de se raidir inutilement, et lutter contre une force invincible : Ainsi va le monde, et force nous est de cheminer avec lui. C'est pourquoi, nous ferons une différence immense, nous tracerons une ligne de démarcation bien sensible entre un amusement couteux et frivole qui n'a pour résultat définitif, qu'un mal de tête aigu et des écus de moins dans la bourse..... et une soirée consacrée à une œuvre d'art, aux inspirations de l'artiste, surtout quand cette soirée doit avoir pour but d'apporter du soulagement à la misère, au dénuement du pauvre ; en deux mots nous ne proscrivons pas les bals, mais nous nous rangerons du côté des concerts, voir même du théâtre.

Les journaux annoncent depuis quelque temps des courses au trot à St. Hyacinthe ! nous avons eu occasion de voir quelques uns des intéressés, et on nous a assuré qu'on n'avait rien épargné pour rendre ces courses pleines d'intérêt pour les sportsmen, et dignes de la réputation des amateurs de St. Hyacinthe. Passe Carreau, ce trotteur que vous savez, et qui sort de St. Hyacinthe, doit revenir dans son endroit natif pour montrer les progrès qu'il a fait depuis son départ, et pour essayer l'ingrat ! d'enlever à ceux qui sont restés fidèles au pays, les lauriers destinés au vainqueur ; mais Passe-Carreau avec toutes ses perfections américaines pourrait bien compter sans son hôte, et trouver pour lui disputer la couronne, certaine petite bête *Trompeuse*, qui a pris sa place à St. Hyacinthe.

Nous engageons tous ceux qui ont des chevaux qui vont plus vite que le moyen trot à se rendre lundi prochain à Maska ; ils trouveront là une foule nombreuse et gaie qui pourra au pis aller, les consoler de leur défaite. Il y a du reste une bourse assez appétissante de cinquante piastres, laquelle bourse se grossira encore des mises d'entrée ! 50 piastres et plus gagnées en trois minutes ! ça n'est pas de refus.

Le mardi gras au soir, dans la salle supérieure du nouveau marché, aura lieu la grande fête annuelle de l'Institut des Artisans. Les décorations sont remplies de goût, la salle est immense ; bien chauffée et bien éclairée ; deux bandes de musique, des rafraichissements variées et appropriés à la délicatesse de tous les palais, des discours, des amusements d'industrie, une pressa distribuant aux visiteurs des pièces de vers sur des morceaux de soie de toutes couleurs, tel est le programme que nous avons sous les yeux, et parole d'honneur ! il est invitant : aussi personne ne voudra manquer de prouver son amour de l'industrie et des arts, en assistant à cette grande réunion de quinze cents curieux au moins.

Samedi, demain, MM. Berlyn et Van-Maanen, donnent leur troisième et dernier concert, dans la salle des Odd-Fellows. A ceux qui ont déjà entendu ces jeunes virtuoses, nous n'avons rien à dire ; le souvenir du plaisir qu'ils ont goûté deux fois sera suffisant pour les rappeler *tous, samedi, sur les élégantes banquettes de la* salle de concert. Mais à ceux qui n'ont pas encore assisté aux soirées musicales, que nous devons aux talents de MM. Berlyn et Van-Maanen, nous dirons : Venez, n'y manquez pas, et vous vous rejouirez d'avoir suivi notre avis, car on n'entend pas tous les jours le piano résonner de semblables accords, le violon rendre des sons aussi purs. Et cette autre considération que les pauvres participent au tiers du produit suffira seule, nous en sommes sûr, pour aiguillonner les plus indifférents et les plus inaccessibles aux doux charmes d'une bonne musique. Le programme *est riche et varié*, et pour un vrai dilettante, c'est une vigne abondante à exploiter, des trésors d'harmonie et de suaves réminiscences à recueillir.

La sainte quarantaine approche rapidement : les plaisirs vont taire leurs bruyantes clameurs ? l'église va revêtir ses habits de deuil, et le monde va reprendre l'allure qui convient en ces jours de tristesse. En attendant, nous souhaitons bonheur et jouissances aux amateurs du carnaval, et nous anticipons de brillantes obsèques au mardi gras qui meurt tous les ans de consomption pour revenir plus gras l'année suivante.

P.

NAISSANCES.

Au commencement de février, à la Petite-Nation, la dame de M. Olivier Gravelle a mis au monde un garçon et une fille. *Les deux enfants, ensemble, habillés, ne pesent que 7 livres* et un quart. Les voilà portant bien et on croit même qu'ils vivront longtemps.

MARIAGES.

A St. Hyacinthe le 13 du courant, par Messire Desaulniers, Maurice Laterminier écuyer, avocat, à demoiselle Rosalie Desnoyers fille de feu l'Honorable Jean Desnoyers seigneur du même lieu.

A St. Constant, le 17 par Messire Vinet, M. Siméon Giroux, fils de Capt. Giroux, du Sault-au-Récollet, à Delle Matilde, fille de feu Claude Gadoin.

Au même lieu, M. Césaire Ste. Marie, à Delle. Salomé Boileau.

Au même lieu, M. Vital Coupalo dit Lardeur, de St. Edouard à Delle. Olive Tupin, de St. Constant.

A Québec, le 10 par Messire Martineau, M. François Lautier, à demoiselle Délima Matte tous deux de Québec.

DÉCÈS.

En cette ville, ce matin, après une longue maladie, M. Henri-Victor Terroux, agé de 23 ans. Ses funérailles auront lieu samedi matin. Le convoi partira de sa demeure rue St. Louis pour se rendre à l'Eglise paroissiale et de là au lieu de *la sépulture.*

A Québec, le 16 à l'âge de 3 ans et 4 mois Pauline-Adéline, enfant de M. Paul Fréchette typographe.

CONCERTS

DE MM. BERLIN & VAN-MAANEN.

MM. BERLYN ET VAN-MAANEN ont l'honneur d'annoncer au public de Montréal, que leur TROISIEME et DERNIER CONCERT aura lieu SAMEDI, 21 Février, dans la Salle des ODD-FELLOWS.

PROGRAMME :

PREMIERE PARTIE.

1.—OUVERTURE, LES " FRANCS JUGES." (*Berlioz.*) *Bande.*
2.—DUO pour Piano et Violon, sur des motifs de " l'*Elixir d'Amore*," (*Orborne et Artot.*) *MM. Berlin et Van-Maanen.*
3.—GRAND AIR de l'Opéra " *La Fille du Régiment.*" (*Donizetti.*) *M. Doucet.*
4.—VALSES Victoria Alexandrina, (*Labetzky.*) *Bande.*
5.—GRANDE FANTAISIE sur la Prière du *Domino noir* (*Lafont.*) *MM. Berlin et Van Maanen.*

DEUXIEME PARTIE.

1.—OUVERTURE LES DIAMANS de la COURONNE, (*Auber.*) *Bande.*
2.—DUO pour Piano et Violon sur des motifs de *Fra Diavolo* (*Hertz et Lafont.*) *MM. Berlin et Van-Maanen.*
3.—AIR varié pour la Clarinette,
4.—CARNAVAL de Vénise, (*Paganini.*) *M. Van-Maanen.*
5.—GOD SAVE THE QUEEN, *Bande.*

Avec la permission du Col. Blois, MM. R. Y. V. ils seront assistés par la Bande du 52me Regt.

LE CONCERT COMMENCERA A HUIT HEURES.
Prix des billets.—UNE PIASTRE.
Montréal, 17 Février, 1846.